

TC-CP(2024)R4

23/10/2024

Consultation of the Parties

Council of Europe Convention on Access to Official Documents

(CETS No. 205) – the Tromsø Convention

Consultation des Parties

*Convention du Conseil de l'Europe sur l'accès aux documents publics
(STCE n° 205) – la Convention de Tromsø*

Report of the 4th meeting / Rapport de la 4^e réunion

Strasbourg, 2 – 4 October / octobre 2024

Item 1: Opening of the meeting and adoption of the agenda	Point 1 : Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour
<p>1. The Consultation of the Parties to the Council of Europe Convention on Access to Official Documents (CETS No. 205, “the Convention”) held its fourth meeting in person in Strasbourg from 2 to 4 October 2024. The meeting was opened by the Chairperson, Ambassador Rasmus LUMI (Estonia), who welcomed the representatives of the Parties.</p> <p>2. The Chairperson noted that since the last meeting of the Consultation of the Parties, the Convention had entered into force in respect of Spain on 1 January 2024. North Macedonia was currently in the process of ratifying the Convention and Latvia had signed the Convention 17 April 2024.</p> <p>3. The Chairperson recalled that the Reykjavík Declaration adopted at the Fourth Summit of Heads of State and Government of the Council of Europe underlined the importance of the Convention.</p> <p>4. The Consultation of the Parties adopted the agenda as set out in <u>Appendix I</u>. The list of participants appears in <u>Appendix II</u>.</p>	<p>1. La Consultation des Parties à la Convention du Conseil de l'Europe sur l'accès aux documents publics (STCE n° 205, « la Convention ») tient sa quatrième réunion en présentiel à Strasbourg, du 2 au 4 octobre 2024. La réunion est ouverte par l'Ambassadeur Rasmus LUMI (Estonie), qui souhaite la bienvenue aux représentants des Parties.</p> <p>2. Le Président note que depuis la dernière réunion de la Consultation des Parties, la Convention est entrée en vigueur à l'égard de l'Espagne le 1er janvier 2024. La ratification de la Convention par la Macédoine du Nord est actuellement en cours. La Lettonie a signé la Convention le 17 avril 2024.</p> <p>3. Le Président rappelle que la Déclaration de Reykjavík adoptée au Quatrième Sommet des chefs d'État et de gouvernement du Conseil de l'Europe a souligné l'importance de la Convention.</p> <p>4. La Consultation des Parties adopte l'ordre du jour tel qu'il figure à <u>l'annexe I</u>. La liste des participants figure à <u>l'annexe II</u>.</p>
Item 2: Election of the Chair and Vice-Chair	Point 2 : Élection à la Présidence et à la vice-présidence
<p>5. The Chairperson recalled Rule 4.3 of the Rules of Procedure of the Consultation of the Parties regarding the election of the Chair and Vice-Chair.</p> <p>6. The Consultation of the Parties decided by unanimity to proceed to an election by acclamation. It elected Kristi VÄRK (Estonia) as the Chairperson and Mateja PREŠERN (Slovenia) as the Vice-Chairperson of the Consultation of the Parties, each for a mandate of one year renewable once.</p>	<p>5. Le Président rappelle la règle 4.3 des Règles de procédure de la Consultation des Parties concernant l'élection à la présidence et à la vice-présidence.</p> <p>6. La Consultation des Parties décide à l'unanimité de procéder à une élection par acclamation. Elle élit Kristi VÄRK (Estonie) à la présidence et Mateja PREŠERN (Slovénie) à la vice-présidence de la Consultation des Parties, respectivement pour un mandat d'un an renouvelable une fois.</p>

7. The meeting continued with Ms VÄRK in the chair.	7. La réunion se poursuit avec Mme VÄRK à la présidence.
Item 3: Election of one member of the Council of Europe Access Info Group	Point 3 : Élection d'un membre du Groupe Accès à l'information du Conseil de l'Europe
8. The Chairperson recalled that a seat had become vacant in the AIG following the resignation of Veronica Cretu, whose mandate would have ended on 31 March 2026. She recalled the requirements for AIG membership set forth in Article 11, paragraph 3, of the Convention and relevant rules of the Resolution CM/Res(2021)2 on rules on the election procedure of the members of the Group of Specialists on Access to Official Documents. She also recalled the current membership of the AIG. 9. The Consultation of the Parties noted that following the call for proposals to fill the vacant seat on 22 May 2024, Albania and Ukraine had proposed single candidate lists by the extended deadline of 30 August 2024. 10. Pursuant to Rule 7.3 of Resolution CM/Res(2021)2 and Rule 21 of its Rules of Procedure, the Consultation of the Parties proceeded to a vote by secret ballot. It elected Elona HOXHAJ on a proposal by Albania as a member of the Council of Europe Access Info Group (AIG). Ms HOXHAJ's mandate will end on 31 March 2026.	8. La Présidente rappelle qu'un siège est devenu vacant au sein de l'AIG à la suite de la démission de Veronica Cretu, dont le mandat aurait expiré le 31 mars 2026. Elle rappelle les critères pour faire partie de l'AIG stipulés à l'article 11, paragraphe 3 de la Convention, et les règles pertinentes de la Résolution CM/Res(2021)2 sur les règles relatives à la procédure d'élection des membres du Groupe de spécialistes sur l'accès aux documents publics. Elle rappelle également la composition actuelle de l'AIG. 9. La Consultation des Parties note que suite à l'appel à propositions pour combler le siège vacant le 22 mai 2024, l'Albanie et l'Ukraine ont proposé des listes de candidat unique avant la date limite reportée au 30 août 2024. 10. Conformément à la règle 7.3 de la Résolution CM/Res(2021)2 et à l'article 21 de son Règlement, la Consultation des Parties procède à un vote au scrutin secret. Elle élit Elona HOXHAJ sur la proposition de l'Albanie comme membre du Groupe Accès à l'information du Conseil de l'Europe (AIG). Le mandat de Mme HOXHAJ prendra fin le 31 mars 2026.
Item 4: Conclusions and recommendations on the implementation of the Convention	Point 4 : Conclusions et recommandations sur la mise en œuvre de la Convention
11. The Consultation of Parties examined draft conclusions and recommendations on the implementation of the Convention by 11 Parties: - Bosnia and Herzegovina (TC-CP(2024)01); - Estonia (TC-CP(2024)02); - Finland (TC-CP(2024)03); - Hungary (TC-CP(2024)04); - Iceland (TC-CP(2024)05); - Lithuania (TC-CP(2024)06); - Republic of Moldova (TC-CP(2024)07);	11. La consultation des Parties examine les projets de conclusions et de recommandations sur la mise en œuvre de la Convention par 11 Parties : - la Bosnie-Herzégovine (TC-CP(2024)01) ; - l'Estonie (TC-CP(2024)02) ; - la Finlande (TC-CP(2024)03) ; - la Hongrie (TC-CP(2024)04) ; - l'Islande (TC-CP(2024)05) ; - la Lituanie (TC-CP(2024)06) ; - la République de Moldova (TC-CP(2024)07) ;

<ul style="list-style-type: none"> - Montenegro (TC-CP(2024)08); - Norway (TC-CP(2024)09); - Sweden (TC-CP(2024)10); - Ukraine (TC-CP(2024)11). 	<ul style="list-style-type: none"> - le Monténégro (TC-CP(2024)08); - la Norvège (TC-CP(2024)09); - la Suède (TC-CP(2024)10); - l'Ukraine (TC-CP(2024)11).
<p>12. The Chairperson explained that these documents were based on the AIG's baseline evaluation reports in respect of these 11 Parties. She invited these Parties' representatives to comment on the draft recommendations addressed to them.</p>	<p>12. La Présidente explique que ces documents sont fondés sur les rapports d'évaluation de référence concernant ces 11 Parties. Elle invite les représentants des Parties à apporter leurs commentaires sur les projets de recommandations qui leur ont été adressés.</p>
<p>13. Representatives underlined the important role of the AIG in monitoring the implementation of the Convention and expressed their appreciation for the valuable work done on the baseline evaluation reports on the implementation of the Convention. Some representatives welcomed the conclusions of the reports concerning their countries, noting that they would be considered in ongoing domestic processes evaluating possible changes to their legal frameworks on access to official documents.</p>	<p>13. Les représentants soulignent le rôle important de l'AIG dans le suivi de la mise en œuvre de la Convention et expriment leur gratitude pour l'excellent travail réalisé dans le cadre des rapports d'évaluation de référence sur la mise en œuvre de la Convention. Certains représentants accueillent favorablement les conclusions des rapports concernant leurs pays, notant qu'elles seront prises en compte dans les processus nationaux en cours visant à évaluer les éventuelles modifications de leurs cadres juridiques sur l'accès aux documents publics.</p>
<p>14. Several representatives reiterated the comments they had submitted to the AIG on the draft and/or final baseline evaluation reports. Subsequent discussions revealed some points of general interest for the Consultation of the Parties on which dialogue with the AIG would be desirable.</p>	<p>14. Plusieurs représentants réitèrent les commentaires qu'ils avaient soumis à l'AIG sur les projets et/ou rapports d'évaluation de référence. Les discussions qui ont suivi soulèvent des sujets d'intérêt général pour la Consultation des Parties sur lesquels un dialogue avec l'AIG serait souhaitable.</p>
<p>15. One such point related to the AIG's conclusion that if only information linked to the responsibilities of the requested authority is considered as an official document, then there may be a risk of unjustified restriction of the right of access. The Consultation of the Parties expressed interest in the AIG's interpretation of the definition of official documents contained in Article 1, paragraph 2, sub-paragraph b, of the Convention.</p>	<p>15. Un tel sujet concerne la conclusion de l'AIG selon laquelle si les seules informations considérées comme des documents publics sont celles liées aux responsabilités de l'autorité à laquelle l'information est demandée, alors il pourrait y avoir un risque de restriction injustifiée du droit à l'accès. La Consultation des Parties exprime l'intérêt qu'elle porte à l'interprétation par l'AIG de la définition des documents publics qui figure à l'article 1, paragraphe 2, alinéa b, de la Convention.</p>
<p>16. Another point concerned the incompatibility with the Convention of the exclusion of certain categories of information, for example personal data or information pursuant to international agreements, from the scope of the right of access</p>	<p>16. Un autre point concerne l'incompatibilité avec la Convention de l'exclusion de certaines catégories d'information du droit d'accès aux documents publics, par exemple les données personnelles ou les informations restreintes en</p>

to official documents. The incompatibility of charging service fees with the Article 7, paragraph 2, of the Convention was also highlighted. Other topics of general interest included how to ensure compliance of legislation with the overriding public interest test of Article 3, paragraph 2, of the Convention; and how to ensure compliance of legislation with the requirements of Article 3, paragraph 1, sub-paragraph k and of Article 5, paragraph 2, of the Convention.

17. The representative of one Party noted that the draft AIG report sent to it for comments did not include the last part on conclusions and recommendations.

18. The representative of one Party stated that their authorities would comply with the request set out in the relevant draft conclusions and recommendations to provide further information.

19. The Consultation of the Parties noted that the time frames envisaged in the draft conclusions and recommendations were not intended as deadlines for the completion of legislative changes to implement the recommendations by the Parties concerned. Parties would, however, be expected to report on the measures taken towards implementing the recommendations.

20. The Consultation of the Parties adopted the conclusions and recommendations in respect of:

- Bosnia and Herzegovina ([TC-CP\(2024\)01](#))
- Estonia ([TC-CP\(2024\)02](#))
- Finland ([TC-CP\(2024\)03](#))
- Hungary ([TC-CP\(2024\)04](#))
- Iceland ([TC-CP\(2024\)05](#))
- Lithuania ([TC-CP\(2024\)06](#))
- Republic of Moldova ([TC-CP\(2024\)07](#))
- Montenegro ([TC-CP\(2024\)08](#))
- Norway ([TC-CP\(2024\)09](#))
- Sweden ([TC-CP\(2024\)10](#))
- Ukraine ([TC-CP\(2024\)11](#)).

vertu d'accords internationaux. L'incompatibilité de la facturation de frais de service avec l'article 7, paragraphe 2 de la Convention est aussi soulignée. D'autres sujets d'intérêt général concernent la façon d'assurer la conformité de la législation avec l'examen de l'intérêt public supérieur de l'article 3, paragraphe 2, de la Convention ainsi que la façon d'assurer la conformité de la législation avec les exigences de l'article 3, paragraphe 1, alinéa k et de l'article 5, paragraphe 2 de la Convention.

17. La représentante d'une Partie note que le projet de rapport de l'AIG envoyé pour ses commentaires ne comprenait pas la dernière partie du rapport sur les conclusions et recommandations.

18. Le représentant d'une Partie a déclaré que ses autorités se conformeraient à la demande formulée dans les projets de conclusions et de recommandations pertinents de fournir des informations supplémentaires.

19. La Consultation des Parties note que les délais prévus dans les projets de conclusions et de recommandations ne sont pas censés être des délais pour l'achèvement des modifications législatives visant à mettre en œuvre ces recommandations par les Parties concernées. Les Parties feraient toutefois état des mesures prises pour mettre en œuvre les recommandations.

20. La Consultation des Parties adopte les conclusions et recommandations pour :

- la Bosnie-Herzégovine ([TC-CP\(2024\)01](#))
- l'Estonie ([TC-CP\(2024\)02](#))
- la Finlande ([TC-CP\(2024\)03](#))
- la Hongrie ([TC-CP\(2024\)04](#))
- l'Islande ([TC-CP\(2024\)05](#))
- la Lituanie ([TC-CP\(2024\)06](#))
- la République de Moldova ([TC-CP\(2024\)07](#))
- le Monténégro ([TC-CP\(2024\)08](#))
- la Norvège ([TC-CP\(2024\)09](#))
- la Suède ([TC-CP\(2024\)10](#))
- l'Ukraine ([TC-CP\(2024\)11](#)).

Item 5: Other Business	Point 5 : Questions diverses
20. One representative invited the Parties to use all opportunities to raise awareness on the Convention and to promote its ratification by other Council of Europe member States.	21. Un représentant invite les Parties à utiliser toutes les opportunités pour sensibiliser à la Convention et promouvoir sa ratification par d'autres États membres du Conseil de l'Europe.
Item 6: Adoption of the list of decisions	Point 6 : Adoption de la liste de décisions
21. Pursuant to Rule 10.4 of its Rules of Procedure, the Consultation of the Parties adopted the decisions taken at the meeting (TC-CP(2024) LD4).	11. En vertu de l'article 10.4 de son Règlement, la Consultation des Parties adopte la liste de décisions telle qu'elle figure dans le document (TC-CP(2024) LD4).

Appendix I / Annexe I***Agenda / Ordre du jour***

1. Opening of the meeting by the Chairperson and adoption of the agenda	1. Ouverture de la réunion par le Président et adoption de l'ordre du jour
TC-CP(2024)OJ1 – Draft agenda	TC-CP(2024)OJ1 – Projet d'ordre du jour
2. Election of the Chairperson and Vice-Chairperson of the Consultation of the Parties	2. Élection du Président et du Vice-président de la Consultation de Parties
3. Election of one member of the Council of Europe Access Info Group	3. Élection d'un membre du Groupe Accès à l'Information du Conseil de l'Europe
TC-CP(2024)12 - Curriculum vitae of candidates (<i>Restricted document</i>)	TC-CP(2024)12 - Curriculum vitae des candidats (<i>Document restreint</i>)
4. Conclusions and recommendations on the implementation of the Convention	4. Conclusions et recommandations sur la mise en œuvre de la Convention <i>(Uniquement en anglais)</i>
TC-CP(2024)01 – Bosnia and Herzegovina TC-CP(2024)02 – Estonia TC-CP(2024)03 – Finland TC-CP(2024)04 – Hungary TC-CP(2024)05 – Iceland TC-CP(2024)06 – Lithuania TC-CP(2024)07 – Republic of Moldova TC-CP(2024)08 – Montenegro TC-CP(2024)09 – Norway TC-CP(2024)10 – Sweden TC-CP(2024)11 – Ukraine	TC-CP(2024)01 – Bosnie-Herzégovine TC-CP(2024)02 – Estonie TC-CP(2024)03 – Finlande TC-CP(2024)04 – Hongrie TC-CP(2024)05 – Islande TC-CP(2024)06 – Lituanie TC-CP(2024)07 – République de Moldova TC-CP(2024)08 – Monténégro TC-CP(2024)09 – Norvège TC-CP(2024)10 – Suède TC-CP(2024)11 – Ukraine
5. Other business	5. Questions diverses
6. Adoption of the list of decisions	6. Adoption de la liste des décisions
TC-CP(2024)LD4	TC-CP(2024)LD4

Reference documents / Documents de référence

Reference documents / Documents de référence	
Council of Europe Convention on Access to Official Documents (CETS No. 205)	Convention du Conseil de l'Europe sur l'accès aux documents publics (STCE n° 205)
Explanatory Report to the Convention	Rapport explicatif de la convention
Resolution CM/Res(2021)2 on rules on the election procedure of the members of the Group of Specialists on Access to Official Documents Adopted by the Committee of Ministers	Résolution CM/Res(2021)2 sur les règles relatives à la procédure d'élection des membres du Groupe de spécialistes sur l'accès aux documents publics adoptée par le Comité des Ministres
Rules of Procedure of the Consultation of the Parties TC-CP(2021)01	Règles de procédure de la Consultation des Parties TC-CP(2021)01
AIG(2024)02 - Baseline evaluation report in respect of Bosnia and Herzegovina AIG/Inf(2024)16 - Comments submitted by the Government of Bosnia and Herzegovina	AIG(2024)02 - Rapport d'évaluation de référence concernant la Bosnie-Herzégovine AIG/Inf(2024)16 - Commentaires transmis par le Gouvernement de la Bosnie-Herzégovine (<i>disponibles uniquement en anglais</i>)
AIG(2024)04 - Baseline evaluation report in respect of Estonia AIG/Inf(2024)15 - Comments submitted by the Government of Estonia	AIG(2024)04 - Rapport d'évaluation de référence concernant l'Estonie AIG/Inf(2024)15 - Commentaires transmis par le Gouvernement de l'Estonie (<i>disponibles uniquement en anglais</i>)
AIG(2024)05 - Baseline evaluation report in respect of Finland	AIG(2024)05 - Rapport d'évaluation de référence concernant la Finlande
AIG(2024)06 - Baseline evaluation report in respect of Hungary AIG/Inf(2024)14 - Comments submitted by the Government of Hungary	AIG(2024)06 - Rapport d'évaluation de référence concernant la Hongrie AIG/Inf(2024)14 - Commentaires transmis par le Gouvernement de la Hongrie (<i>disponibles uniquement en anglais</i>)
AIG(2024)07 - Baseline evaluation report in respect of Iceland	AIG(2024)07 - Rapport d'évaluation de référence concernant l'Islande
AIG(2024)08 - Baseline evaluation report in respect of Lithuania	AIG(2024)08 - Rapport d'évaluation de référence concernant la Lituanie

<u>AIG(2024)09</u> - Baseline evaluation report in respect of the Republic of Moldova <u>AIG/Inf(2024)13</u> - Comments submitted by the Government of the Republic of Moldova	<u>AIG(2024)09</u> - Rapport d'évaluation de référence concernant la République de Moldova <u>AIG/Inf(2024)13</u> - Commentaires transmis par le Gouvernement de la République de Moldova (<i>disponibles uniquement en anglais</i>)
<u>AIG(2024)10</u> - Baseline evaluation report in respect of Montenegro <u>AIG/Inf(2024)17</u> - Comments submitted by the Government of Montenegro	<u>AIG(2024)10</u> - Rapport d'évaluation de référence concernant le Monténégro <u>AIG/Inf(2024)17</u> - Commentaires transmis par le Gouvernement du Monténégro (<i>disponibles uniquement en anglais</i>)
<u>AIG(2024)11</u> - Baseline evaluation report in respect of Norway	<u>AIG(2024)11</u> - Rapport d'évaluation de référence concernant la Norvège
<u>AIG(2024)12</u> - Baseline evaluation report in respect of Sweden <u>AIG/Inf(2024)12</u> - Comments submitted by the Government of Sweden	<u>AIG(2024)12</u> - Rapport d'évaluation de référence concernant la Suède <u>AIG/Inf(2024)12</u> - Commentaires transmis par le Gouvernement de la Suède (<i>disponibles uniquement en anglais</i>)
<u>AIG(2024)13</u> - Baseline evaluation report in respect of Ukraine	<u>AIG(2024)13</u> - Rapport d'évaluation de référence concernant l'Ukraine
Report of the 3rd meeting of the Consultation of the Parties, 6 October 2023 <u>TC-CP(2023)R3</u>	Rapport de la 3 ^e réunion de la Consultation des Parties, 6 octobre 2023 <u>TC-CP(2023)R3</u>
Report of the 2nd meeting of the Consultation of the Parties, 31 March 2022 <u>TC-CP(2022)R2</u>	Rapport de la 2 ^e réunion de la Consultation des Parties, 31 mars 2022 <u>TC-CP(2022)R2</u>
Report of the 1st meeting of the Consultation of the Parties 29 November 2021 <u>TC-CP(2021)R1</u>	Rapport de la 1 ^e réunion de la Consultation des Parties, 29 novembre 2021 <u>TC-CP(2021)R1</u>

Appendix II / Annexe II**List of participants / Liste des participants**

ALBANIA / ALBANIE	Besnik DERVISHI Information and Data Protection Commissioner
ARMENIA / ARMÉNIE	Grigor NERSISYAN Head of the Personal Data Protection Agency, Ministry of Justice Naira MESBAH-KARAPETYAN Assistant
BOSNIA AND HERZEGOVINA / BOSNIE-HERZÉGOVINE	Apologised
ESTONIA / ESTONIE (CHAIR / PRÉSIDENCE)	Rasmus LUMI Director General, Department of International Organisations and Human Rights, Kristi VÄRK Head of Division / Data Protection Law Division, Ministry of Justice
FINLAND / FINLANDE	Liisa LEPPÄVIRTA Senior Ministerial Adviser, Legislative Affairs, Department for Democracy and Public Law, Ministry of Justice
HUNGARY / HONGRIE	Levente SZABÓ Senior government high counsellor Ministry of Justice
ICELAND / ISLANDE	Asthildur VALTYSDOTTIR Office of Legislative Affairs, Prime Minister's office, Department of Constitutional and Administrative Affairs
LITHUANIA / LITUANIE	Aurimas TUMĖNAS First Secretary of the Permanent Representation of the Republic of Lithuania to the Council of Europe
REPUBLIC OF MOLDOVA / RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA	Daniela CUJBĂ Ambassador Permanent Representative of Republic of Moldova to the CoE Nicolae COŞLET Adjoint à la Représentation Permanente
MONTENEGRO / MONTÉNÉGRO	Biljana MAŠANOVIĆ Ministry of Public Administration

	Violeta BERIŠAJ Deputy Permanent Representative
NORWAY / NORVÈGE	Ole Knut LØSTEGAARD Legal Adviser; Legislation Department, Ministry of Justice and Public Security
SLOVENIA / SLOVÉNIE	Mateja PREŠERN Ministry of Public Administration, Directorate for Local Self-Government, Non-Governmental Organizations and the Political System - Sector for Transparency and the Political System Petra ZEMLJIČ senior policy advisor at the Ministry of Public Administration
SPAIN / ESPAGNE	María Isabel LOPEZ IGLESIAS Ministry for Digital Transformation and Public Service
SWEDEN / SUÈDE	Claes BERGDAHL Deputy Permanent Representative, Chancery
UKRAINE (VICE-CHAIR / VICE-PRÉSIDENCE)	Ganna KRASNOSTUP CEO of the Directorate on Information Policy and Information Security of Ministry of Culture and Information Policy

SECRETARIAT

Human Rights Intergovernmental Cooperation Division / Division de la coopération intergouvernementale en matière de droits humains

David MILNER, Head of Division / *Chef de Division*, Secretary of the CDDH / *Secrétaire du CDDH*

Elvana THACI, Secretary of the Consultation of the Parties/*Secrétaire de la Consultation des Parties*, Head of the Tromsø Convention Unit/ *Cheffe de l'Unité de la Convention de Tromsø*

Anna-Lisa LAFAY, Assistant lawyer / *Juriste assistante*, Tromsø Convention Unit/ *Unité de la Convention de Tromsø*

Corinne GAVRILOVIC, Assistant / *Assistante*